

L'UNION FAIT LA FORCE

Discours prononcé à Moutier le 1er mai 2025 en tant que président de l'Union syndicale jurassienne

Allaitement, avocat, égalité, femme, femme enceinte, invalidité, justice sociale, santé mentale, traumatisme, victime, ...

Chères et chers Collègues, Chères et Chers Camarades,

Ces mots énumérés ne sont que quelques des 290 mots bannis par un certain président quelques jours après son élection.

Cette attaque sur la langue fait partie de l'arsenal des totalitarismes et du fascisme. On les appelle libertariens, fondamentalistes, extrême-droite. Dans les structures démocratiques, ils se camouflent sous différentes étiquettes ; ils justifient leur existence par un processus électoral démocratique.

Le néolibéralisme qui sévit depuis plus de 40 ans leur a déroulé un tapis rouge et c'est sans honte qu'ils occupent le terrain, qu'ils ne se cachent même plus.

Ces gens sont dangereux, ces gens attaquent les droits acquis, ces gens propagent des discours de haine, même si souvent ils le font avec un sourire narquois.

Ne nous voilons pas la face, ce n'est plus un truc lointain, le fascisme est à nos portes.

Aujourd'hui, la droite traditionnelle qui soutient et est soutenue par les milliardaires, les actionnaires, comme un bon mercenaire, n'a plus aucun scrupule à s'allier avec les totalitaires, dans la mesure où cela leur permet de gagner encore plus d'argent.

Leurs interventions, si nous ne les empêchons pas d'agir, feront souffrir une très large partie de la population et surtout les salarié·es.

Toute personne a le droit de vivre dignement, à pouvoir non seulement se nourrir et nourrir sa famille avec autre chose que des pâtes et du riz, avoir accès aux soins mais à participer à la vie sociale de la communauté dans laquelle elle vit. Il n'est pas normal qu'une personne ne puisse s'offrir un café au bistrot, un repas au restaurant, un film au cinéma, une virée avec les copines ou les copains.

L'actualité locale récente m'interpelle sérieusement :

Ce sont de nombreux postes de travail qui sont supprimé dans l'arc jurassien avec les licenciements annoncés par le groupe E sont un scandale qui démontre que seule la logique néolibérale du profit sur le dos des travailleuses et des travailleurs pilote les décisions des dirigeants mercenaires des actionnaires.

La suppression de 100 EPT votée par la majorité du parlement jurassien sur proposition du PSCI est une honte. Une décision néolibérale et libertarienne qui n'est ni démocratique, ni chrétienne, ni sociale.

Le 1^{er} mai, ce n'est pas seulement la fête des travailleuses et des travailleurs, ce n'est pas seulement une journée de célébration.

Le 1^{er} mai, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs, c'est une journée de lutte pour le droit au respect, pour l'égalité des salaires, une journée de lutte pour un véritable partage des richesses, pour un environnement sain et viable pour chacune et chacun.

Soyons solidaires en particulier avec le personnel onusien qui subit de plein fouet la politique destructrice du président orangé avec plus de 30 % de licenciements annoncés au niveau mondial. Et ce sont à nouveau les plus précaires qui vont morfler.

La solidarité plutôt que la haine. Luttons contre les frontières, pas contre les personnes.

N'attendons pas de passer sous le joug des puissants avant de travailler toutes et tous ensemble.

Ensemble, débattons, mobilisons, agissons, car l'union fait la force.

Dominique Hausser, président USJ